

du monde et de l'ambiance au repas de section de Gisors !



Invité d'honneur, le député de Seine-Maritime Jean-Paul LECOQ a tenu en haleine le public avec une allocution quasiment improvisée autour de questions essentielles sur la stratégie claire de Sarkozy et son équipe pour satisfaire dans tous les domaines aux besoins de ceux à qui il a prêté allégeance dès le soir de son élection, ses amis du Fouquet's. A l'origine du scandale tunisien autour de Michèle ALLIOT-MARIE, Jean-Paul LECOQ a tenu a rappelé le travail mené par les députés communistes et les élus communistes en général au sein des assemblées, du national à la commune. Il a insisté sur les enjeux électoraux à venir, en commençant par les cantonales, soulignant notamment : « ... **A cette occasion, n'hésitez pas un seul instant, en votant pour les candidat-e-s de la gauche combative vous sanctionnerez efficacement SARKOZY et sa politique, c'est lui qu'il faut sanctionner, pas les juges !** »

Au-delà des discours, cette soirée était surtout un moment fraternel.

Les participants ont ainsi profité d'un repas de qualité dans une ambiance particulièrement festive. Les plats ont alterné avec des périodes dansées (et chantées !) qui ont entraîné les participants bien au delà du cœur de la nuit.

A coup sûr, les communistes de Gisors et Etrépagny ont encore réussi leur pari, celui de rassembler communistes et sympathisants autour d'un rendez-vous à la fois festif et politique.



Ce samedi 5 février, les communistes de Gisors et d'Etrépagny organisaient leur soirée festive annuelle. Cette année, il aura fallu rajouter des tables pour accueillir les 250 convives !

Pour son discours d'accueil, Marcel LARMANOU a insisté sur la nécessaire mobilisation de tous pour défendre l'emploi et les services publics. L'actualité sur le Vexin, c'est la lutte pour le site pharmaceutique Organon d'Eragny-sur-Epte, menacé de fermeture avec 350 suppressions d'emplois à la clé, bien que le groupe MSD (Merck) soit le deuxième groupe pharmaceutique mondial et la 15ème entreprise la plus rentable au monde !

L'occasion était donnée de présenter au public les candidats et suppléants communistes aux élections cantonales de mars prochain présents dans la salle. A commencer par Alain LETHIAIS et Danièle BONNETTE, sur Etrépagny, Dominique JUSSIAUME et Martine DEGRYSE, sur Les Andelys, mais également Carole DEPUSET, candidate à Pacy-sur-Eure, et Sylvie BUFFETRILLE, candidate sur Cormeilles.

Bernard BÉNAT, secrétaire de section, a mis en avant la succession d'attaques du gouvernement et la nécessité de se rassembler pour impulser un changement de politique, rappelant la disponibilité des communistes dans les luttes.

Cantonaes 2011

Soutenez financièrement les candidat-e-s présentés par le PCF au nom du Front de Gauche !

(voir page 4)

REGARDS SUR L'EURE

N° 1415 du 10.02 au 22.02.11 - 0 € 30

Bi-mensuel communiste édité par la Fédération de l'Eure du P.C.F.

cantonaes 2011

une gauche combative avec le Front de Gauche

Battre la droite, rassembler les acteurs du mouvement social et porter les revendications populaires à l'assemblée départementale, voilà en quelques mots le sens de la présence de candidat-e-s du Front de Gauche aux élections cantonales des 20 et 27 mars prochains.

En présence d'une douzaine de candidats, une conférence de presse a réuni mercredi 9 février les différentes composantes du Front de Gauche afin de présenter aux journalistes présents ("Paris-Normandie" et "Eure-Infos") ce message aux eurois.

Christian JUTEL, pour le Parti communiste, a ouvert la présentation en rappelant la volonté des communistes d'être au cœur du rassemblement populaire contre une politique de droite qui sert uniquement la finance et les actionnaires. Il a rappelé la volonté des communistes que "l'intérêt général prime sur celui des actionnaires. Et que l'on fasse le choix de l'Humain, d'abord !".

A la suite, Pascal DIDTSCH, pour la Gauche Unitaire, et Michaël DESPRES, pour le Parti de Gauche, ont apporté leur éclairage sur cette campagne et la dynamique de rassemblement au sein du Front de Gauche.

Parmi tous les enjeux soulevés par les différents candidats qui se sont exprimés, la question de l'emploi a bien entendu été au cœur des interventions. Gaëtan



LEVITRE a appuyé cette exigence centrale en s'appuyant sur les luttes qui ont émaillé ces dernières années, à commencer par celle des M-Real.

La question des solidarités est apparue également comme cruciale, notamment en zones

rurales, avec l'étalement urbain et l'absence de moyens de transports. Ce sont surtout les difficultés autour de l'aide sociale en direction des personnes âgées que se concentrent les inquiétudes en lien avec le désengagement financier de l'Etat de l'APA (Aide Personnalisée d'Autonomie) et une réforme de la Dépendance en préparation qui fera supporter toutes les charges sur les familles.

Loin de baisser les bras, pour les communistes, les élus du Front de Gauche seront là "pour combattre pied-à-pied la politique et les projets de la droite, pour la faire reculer" et "les suffrages qu'ils recueilleront porteront la colère et les exigences populaires qui s'expriment dans la rue, dans les entreprises, dans les quartiers et les villages. Ils contribueront à ancrer la politique du Conseil général bien à gauche et à construire les changements dont notre pays a besoin".

Le message est envoyé et la campagne de terrain est officiellement lancée pour les candidats communistes et du Front de Gauche. Une campagne qui se gagnera sur

Les candidats présentés par le PCF sous la bannière du Front de Gauche dans l'Eure :

Les Andelys : Dominique Jussiaume (PCF) et Martine Degryse (PCF) ; Beaumesnil : Jean-Pierre Louette (PG) et Mireille Marchaland (PG) ; Beaumont : Rémi Bunel (PCF) et Pascaline Bertram ; Bernay-est : Catherine Luffroy (PCF) et Jean-Jaques Vallienne (PG) ; Bernay-Ouest : Pascal Didtsch (GU) et Sylvie Lemire ; Beuzeville : Christian Séhy (PCF) et Claudie Queval (PCF) ; Breteuil-sur-Iton : Michaël Desprès (PG) ; Conches : Didier Massé (PCF) et Geneviève Magnan (PG) ; Cormeilles : Sylvie Buffetrille (PCF) et Bernard ISAAC (PCF) ; Damville : Azzedine Mechouki (PG) et Nicole Leforestier (PG) ; Ecos : Didier Courbot (PCF) ; Etrépagny : Alain Lethiais (PCF) et Danièle Bonnette (PCF) ; Evreux-nord : Jean-Michel Gaveau (PCF) et Jocelyne Duchesne (PCF) ; Evreux-ouest : José Lahey (PCF) et France Maisse (PCF) ; Gaillon : Edwige Gangolf (PCF) et André Fournaux (PCF) ; Louviers-nord : Zahir Mechkour (PCF) et Claudine Dutheuil (PCF) ; Montfort : Pascal Jouveaux (PCF) et Annick Séhy (PCF) ; Nonancourt : Dominique Quilleré (PCF) et Alice Albertini (PCF) ; Pacy : Carole Depuisset (PCF) et Jessy Lecardonnel (PG) ; Pont-de-l'Arche : Gaëtan Levitre, conseiller général sortant (PCF) et Isabelle Viguérard.

SOUSCRIPTION CANTONALES 2011

Je verse €

NOM Prénom

Adresse.....

chèque à l'ordre de ADF-PCF, à envoyer à Fédération PCF27 - BP 855 - 27008 Evreux Cedex (déduction fiscale de 66 %, un reçu vous sera adressé)

aide sociale, dépendance : trois questions à Andrée Oger

A l'heure où le gouvernement lance un chantier sur la prise en charge de la dépendance des personnes âgées, nous avons rencontré Andrée Oger, conseillère générale communiste de Saint -André-de-l'Eure et vice-présidente du Conseil général en charge des affaires sociales.

Regards-sur-l'Eure :

Andrée, le Conseil général gère de nombreuses prestations sociales comme les aides à l'insertion (RSA), les aides aux personnes âgées (APA) ou handicapées (PCH). Comment le Conseil général ressent-il les conséquences de la crise sur ces questions ?

Andrée :

Pour ce qui est de mon domaine au Conseil général, l'APA représente 35 millions d'euros cette année contre 22 millions à l'origine en 2004. L'Etat apportait 50 % de son financement en 2004 soit 11 millions d'euros. Depuis, cette somme n'a pas bougé. Autant dire que le Département doit piocher dans ses ressources pour combler le manque. C'est la même chose avec le RSA, l'ex-RMI. En 2011, ce sont 53 millions d'euros qui seront versés au titre du RSA, en hausse de 6 millions sur 2010. Avec la crise, le nombre d'allocataires du RSA explose : on est passé de 8 000 RSA dit "socle" (le RMI d'avant) à plus de 10 000 entre 2009 et 2010 ! Là aussi, l'Etat diminue sa part. Elle n'est plus que de 80 % dans son financement contre près de 100 % à l'origine.

Côté ressources, les recettes du Département sont désormais octroyées par l'Etat, après la suppression de la Taxe Professionnelle et le versement intégral de la Taxe d'Habitation aux communes, si bien que ce qu'on donne d'un côté, il faut le retirer de l'autre !

Regards-sur-l'Eure :

Avec le vieillissement de la population, arrive la question de la prise en charge des personnes âgées dépendantes. Les communistes, notamment, parlent de cinquième branche de la Sécu ; la droite parle de cinquième risque : quelle différence ?

Andrée :

La différence est fondamentale. D'un côté, nous parlons d'un financement basé sur la solidarité nationale, de l'autre, le gouvernement propose un système individuel qui va faire reposer l'effort sur les familles. C'est une porte ouverte au système des assurances privées que seuls pourront se payer ceux qui en auront les moyens.

Aujourd'hui, quand vous souffrez de la grippe ou d'un lumbago, les frais sont pris en charge par la collectivité via la Sécurité Sociale. Pour quelle raison, les frais liés au grand âge devraient-ils sortir de ce cadre solidaire ?

Regards-sur-l'Eure :

Les départements devraient-ils prendre en charge cette question de la dépendance ? Et que faire pour améliorer la situation de nos aînés, plus globalement ?

Andrée :

Tout d'abord, il faut un financement national de la Dépendance. Cela permettrait une égalité de traitement quelle que soit le lieu où l'on habite ou l'origine des personnes.

Pour ce qui est de l'organisation, je pense que les départements ont montré dans ce domaine une grande compétence et une grande efficacité.

D'ailleurs, je préfère la notion d'autonomie à celle de dépendance. L'autonomie, c'est agir aussi préventivement pour permettre aux aînés de garder leur place dans la société. Avec les opérations "Bien vieillir dans l'Eure", c'est ce que nous essayons de faire au Conseil général.

Plus généralement, pour améliorer la situation de nos aînés, la première condition est d'abord financière. Et pour parler concrètement, je serai tentée de dire qu'il ne devrait pas y avoir de retraite inférieure au prix d'une pension en établissement spécialisé, soit entre 1 500 et 2 000 €. Je crois que le débat sur la dépendance nous concerne tous car, au-delà des aspects financiers qui vont tous nous affecter, il y a d'abord l'aspect humain, le choix de civilisation que nous faisons pour le respect ou non de nos aînés.



Ateliers-Citoyens-27-Recherche-Action, c'est reparti !

réunion jeudi 17 février – 18 h 30 – Maison des Libertés, 63 rue Saint Thomas à Evreux

Le conseil départemental du PCF-27 avait pris la décision de créer dans l'Eure un espace d'expression et de construction d'une véritable alternative à gauche, annonçait Christian Jutel qui accueillait en décembre la trentaine de personnes prêtes à s'atteler à cette tâche difficile mais passionnante.

« *C'est un travail qui peut prendre des mois voire 1 ou 2 ans* », expliquait Jean-Luc Lecomte qui présentait à l'assistance la démarche innovante de ces ateliers.

« *Les luttes que nous connaissons aujourd'hui nous montrent qu'il y a une intelligence concentrée chez les gens, dans les entreprises, les quartiers, que la volonté de réfléchir est forte. Nous devons saisir tout cela pour avoir une démarche qui fasse que les gens s'emparent de la situation* » insistait le conseiller régional communiste. Et de poursuivre : « *Nous devons confronter sans cesse la réflexion et l'action afin de construire l'alternative. L'objectif étant l'émancipation de l'Homme, ce travail ne se fera pas en quelques mois, nous devons prendre le temps pour poser les questions de fond et la stratégie que nous voulons mettre en œuvre.* »

Il présentait alors la méthode qui s'appuie sur une démarche scientifique : la recherche-action : d'abord choisir la question initiale, formuler le problème, poser les

hypothèses, les infirmer ou les confirmer, se donner les outils pour aller vers les gens, analyser les données recueillies, élaborer des propositions...

Le débat qui a suivi fut riche en propositions.

Quels objectifs vise-t-on ? A quelle échelle travaillons-nous ? Sur le plan local, départemental ou plus largement encore ?

Sur quels thèmes ? En fonction des préoccupations premières des gens ? Sur les grandes questions comme l'eau, l'énergie... ?

Toute l'assemblée semblait d'accord pour réfléchir et travailler sur la question des biens communs de l'Humanité que l'on veut privatiser.

Ce premier atelier devait permettre de lancer le travail et à plus long terme de générer d'autres ateliers dans le département.

La décision avait été prise de se revoir tous les mois, après l'interruption des fêtes et un rendez-vous manqué en janvier...

la prochaine réunion se tiendra donc

jeudi 17 février 2011, à 18 h 30,

Maison des Libertés, 63, rue Saint-Thomas à Evreux, vous y êtes toutes et tous les bienvenus

APRÈS LE MÉDIATOR

77 médicaments surveillés

L'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (Afssaps) a rendu publique une liste de 77 médicaments et 12 familles de médicaments placés "sous surveillance renforcée", dans la foulée de la polémique suscitée par le Médiateur.

L'Afssaps rappelle que « tous les médicaments » disponibles sur le marché en France font l'objet d'une surveillance et que ceux figurant sur la liste feront l'objet d'un « suivi renforcé » ou d'une enquête de pharmacovigilance, qui permettra de prendre les mesures adaptées « si nécessaire ». « Cela ne doit en aucun cas conduire les patients à qui il a été prescrit un de ces médicaments à l'interrompre sans avoir préalablement pris conseil auprès de leur pharmacien et/ou consulté leur médecin », souligne-t-elle. Les médicaments antidouleur contenant du DXP (dextro-propoxyphène) comme le Di-Antalvic, Propofan et génériques feront l'objet d'un retrait d'Autorisation de mise sur le marché (AMM) « le 1er mars ». L'Afssaps avait déjà annoncé en juin 2009 le retrait progressif de ces médicaments opiacés, avant le retrait définitif préconisé par l'Agence européenne du médicament (EMA).

Autre exemple: le Noctran, utilisé pour les troubles du sommeil et qui recouvre l'association de trois principes

actifs « sans intérêt », fait l'objet d'une proposition de retrait qui sera examinée en mars. Le buflomédil, médicament vasodilatateur, disparaîtra des rayons des pharmacies « d'ici 15 jours à trois semaines maximum », avait indiqué dès dimanche soir Fabienne Bartoli, numéro 2 de l'Afssaps. Le buflomédil est commercialisé sous le nom de Fonzylane par la firme américaine Cephalon et comme générique par plusieurs firmes dont Sandoz, Mylan et Biogaran, filiale de Servier. La revue *Prescrire*, qui a largement contribué à faire éclater le scandale du Médiateur, réclamait son retrait en raison d'effets indésirables cardiaques et neurologiques, parfois mortels.

Pour nombre d'autres médicaments, l'Afssaps ne préconise pas un retrait mais un maintien du suivi renforcé ou une réévaluation du rapport bénéfice/risque. Le ministre de la Santé, Xavier Bertrand, avait précisé que la publication de cette liste serait l'occasion d'expliquer où en sont pour ces médicaments les procédures de surveillance et de réévaluation. Le Médiateur, un antidiabétique du laboratoire Servier, largement détourné comme coupe-faim, a été retiré du marché français en novembre 2009 après 33 ans de commercialisation. Il serait responsable de la mort de 500 à 2 000 personnes, selon différentes études réalisées à la demande de l'Afssaps. **Une chose est sûre : les gagnants, nous les connaissons, seront-ils inquiétés ? Rien n'est moins sûr si nous nous en mêlons pas !**